

Accord départemental
PRÉVOYANCE COMPLÉMENTAIRE DES SALARIÉS
NON CADRES DES EXPLOITATIONS AGRICOLES
(Calvados)

AVENANT N° 3 DU 26 FÉVRIER 2015

NOR : AGRS1597199M

Entre :

La FDSEA ;

Le syndicat des éleveurs de chevaux de sang de France ;

La FDCUMA ;

Le syndicat des horticulteurs et pépiniéristes d'Ussy et du Calvados ;

Le syndicat des producteurs de champignons du Calvados,

D'une part, et

Le SGA CFDT du Calvados ;

La CFTC-Agri ;

L'UD FO du Calvados ;

Le SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

A. – Les 5^e et 6^e alinéas du paragraphe 1 « Taux, assiette, répartition des cotisations » de l'article 8 « Cotisations » de l'accord « Prévoyance » du 25 septembre 2009 modifié sont supprimés et remplacés par les trois alinéas suivants :

« Le taux global d'appel des cotisations destinées au financement des prestations est fixé à 1,64 % des rémunérations brutes, hors coût de la portabilité.

La cotisation destinée au financement de la portabilité figurant au paragraphe 5 « Portabilité » du présent article est fixée à 0,073 % des rémunérations brutes, répartie 53 % employeur et 47 % salarié, soit 0,039 % part employeur et 0,034 % part salarié.

Les cotisations sont assises sur la totalité des salaires et réparties comme suit : »

B. – Le tableau de répartition des cotisations figurant au même paragraphe est remplacé par le suivant.

(En pourcentage.)

GARANTIES PRÉVOYANCE	EMPLOYEUR		SALARIÉ	
	Sans portabilité	Avec portabilité	Sans portabilité	Avec portabilité
Décès	0,19	0,20	–	
Incapacité temporaire de travail, mensualisation	0,52	0,549	–	
Incapacité temporaire, relais mensualisation	–		0,46	0,48
Assurance charges sociales patronales	0,18		–	
Incapacité permanente	0,07	0,07	0,22	0,234
Total	0,96	0,999	0,68	0,714

Article 2

Le présent avenant entrera en vigueur pour l'ensemble des employeurs et salariés compris dans son champ d'application à compter du premier jour du mois civil suivant la publication de son arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé à l'unité territoriale du Calvados de la DIRECCTE de Basse-Normandie.

Fait à Caen, le 26 février 2015.

(Suivent les signatures.)